

## Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Marché F702024  
-Mise à disposition d'analyseurs et  
fournitures de consommables pour le Chuv-  
AC et le Biopôle de l'EnvA -

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

La date limite de remise des offres est fixée au 3 mars 2025 à 16h00.

# Sommaire

## Table des matières

<b>1 OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
1.2 OBJET DU MARCHE .....	3
1.3 LIEU D'EXECUTION .....	3
1.4 ALLOTISSEMENT .....	4
1.5 NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE .....	4
<b>2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHE .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHE .....	Erreur ! Signet non défini.
2.2 DUREE DU MARCHE .....	4
2.3 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT .....	5
<b>3 CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.1 PROCEDURE DE PASSATION.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
3.3 DOSSIER DE CONSULTATION.....	Erreur ! Signet non défini.
3.4 REPONSE ET GROUPEMENT .....	Erreur ! Signet non défini.
3.5 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	Erreur ! Signet non défini.
<b>4 PRESENTATION DES PROPOSITIONS.....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
4.1 VARIANTES, PSE ET OPTIONS .....	5
4.2 MODALITES DE REMISE DES OFFRES .....	Erreur ! Signet non défini.
4.3 CONTENU DES PLIS .....	5
<b>5 JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5.1 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS.....	Erreur ! Signet non défini.
5.2 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES .....	6
5.3 Procedure négociée .....	Erreur ! Signet non défini.
5.4 JUSTIFICATIFS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE .....	Erreur ! Signet non défini.
5.5 ASSURANCES .....	Erreur ! Signet non défini.
5.6 MISE AU POINT .....	Erreur ! Signet non défini.
5.7 NOTIFICATION.....	Erreur ! Signet non défini.
<b>6 VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

# 1 PRESENTATION DU MARCHE

## 1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherche sous la tutelle du Ministère chargé de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt. Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	Site de Goustranville EnvA – CIRALE Goustranville 14430 Dozule
--	---

Avec plus de 35 000 actes par an, le centre hospitalier universitaire vétérinaire des animaux de compagnie (Chuv-AC) de l'EnvA est un centre de référence en Europe. Il héberge des équipes d'experts dont le niveau scientifique contribue à son rayonnement international. L'hôpital est ouvert 7 jours sur 7 et 24h sur 24. Il accueille des chiens, des chats et des nouveaux animaux de compagnie.

Le Biopôle est le laboratoire central de l'EnvA. Cette plateforme scientifique et technique propose :

- Un appui au diagnostic et à la recherche : analyses biologiques (bactériologie, biochimie, biologie moléculaire, cytologie, endocrinologie, hématologie, histopathologie, immunologie, mycologie, parasitologie et virologie), autopsies, applications en cytométrie de flux, immunohistochimie, analyse d'images, qPCR et spectrométrie de masse (Maldi-Tof), etc.
- L'hébergement d'activités de recherche et de services : accueil d'entreprises, mise à disposition des équipements et du savoir-faire, recherche translationnelle en lien avec la Plateforme de recherche biomédical (PRBM) de l'EnvA.

Il fournit un appui scientifique et technique en analyses et médicaments vétérinaires. Il réalise des analyses, des autopsies, des travaux de recherche clinique ou produire à façon des formulations pharmaceutiques.

Le Biopôle dispose de laboratoires dédiés aux agents biologiques pathogènes du groupe 2.

## 1.2 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'attribution d'analyseurs en 2 lots distincts et indépendants. Les caractéristiques souhaitées seront définies au point 3 et suivant du présent document.

Le présent marché a pour objet la mise à disposition et l'installation à titre gracieux d'un matériel d'analyse pour les urgences du Chuv-AC et le Biopôle et vise aussi à la fourniture de consommables.

Par ailleurs, le titulaire de chaque lot apporte, la maintenance nécessaire et le suivi grâce à ses connaissances professionnelles, une prestation de conseils, toutes les fois que cela est possible et nécessaire, afin de garantir la meilleure qualité et efficacité possible.  
Enfin, le titulaire du marché doit assurer le confort aux occupants en garantissant la continuité du service et le dépannage dans des délais limités.  
A titre d'information, les paramètres des consommables commandés sont listés à la DPGF.

### 1.3 IDENTIFICATION DES PARTIES

Au sens du présent document :

- Le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA), qui conclut le marché avec son titulaire ;
- L'EnvA est représentée par le directeur de l'Etablissement ;
- Le titulaire est le prestataire, qui conclut le marché avec la personne publique.

### 1.4 FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché ordinaire composé de deux lots. Il est passé par une procédure d'appel d'offre ouvert aux termes des articles R2124-2 et R2161-2 et suivants. Un des deux lots est passé par la procédure dit des petits lots de l'article R2123-1 b) du code de la commande publique.

### 1.5 DÉCOMPOSITION EN LOTS

Il s'agit d'un marché distinct en 2 lots. Un lot concernant deux analyseurs pour le Chuv-AC et un lot concernant le Biopole.

### 1.6 DÉCOMPOSITION EN LOTS

Le marché prend effet à compter de la date d'installation de l'équipement et il a une durée de 1 an ferme à compter de cette date. Il est renouvelable tacitement 4 fois d'une période d'un (1) an. La durée maximum ne pourra excéder 5 ans.

### 1.7 SOUS-TRAITANCE

L'acheteur n'autorise pas le recours à la sous-traitance.

## 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

### 2.1 PIECES PARTICULIERES

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante et prévalant les uns contre les autres :

L'acte d'engagement (AE) n° F702024 dûment remplis et signé par le titulaire (l'acheteur prévoit qu'un soumissionnaire peut se porter candidat pour un ou plusieurs lots et son annexe financière (DPGF)

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi ;

- Le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- La DPGF ;
- Le document de spécificités techniques à remplir par le candidat ;
- L'annexe 2 présentant les points de fourniture et de livraison ;
- Le mémoire technique du candidat.

## 2.2 PIÈCES GÉNÉRALES

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

## 3 CARACTERISTIQUES EXIGÉES

Se référer au CCTP.

## 4 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 4.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pour la bonne réalisation de sa mission, le titulaire est tenu de respecter des modalités d'interventions et des délais. Le titulaire est tenu à une obligation de résultat. Il veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

### 4.2 DÉLAIS DE BASE DE LIVRAISON, D'INSTALLATION

Les délais de livraison de l'appareil et des consommables et réactifs sont indiqués dans le présent CCTP.

## 5 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

### 5.1 OPTIONS DE VERIFICATIONS

Dans le cadre de la garantie légale de conformité des biens, il est vérifié, dans un délai de 15 jours à compter de la livraison de l'équipement, si l'ensemble des biens demandés sont présents. Si des manquements sont constatés, ils peuvent être corrigés lors de l'opération d'installation.

### 5.2 ADMISSIONS ET AJOURNEMENT

La signature du récépissé fourni par le titulaire et signé par le pouvoir adjudicateur au moment de la livraison ne vaut pas admission. Il est précisé que la signature de la personne chargée du suivi de l'exécution du marché vaut seulement certification du passage du titulaire. Après vérification quantitative et qualitative de la livraison des équipements, le pouvoir adjudicateur a un délai de 15 jour calendaire à compter de la date de livraison pour mettre en demeure le titulaire de se conformer aux stipulations du marché. Au-delà de cette période, l'admission est admise.

## 6 PRIX DU MARCHÉ

### 6.1 CARACTÉRISTIQUE DES PRIX PRATIQUÉS

Concernant la mise à disposition et l'installation de l'équipement, le prix intègre notamment la main d'œuvre, le déplacement, la maintenance, la formation et le matériel rendu nécessaire à la réalisation de la prestation.

### 6.2 VARIATION DANS LES PRIX

Le prix est révisable à la date anniversaire du marché. Toutefois, l'augmentation résultant de la révision de prix n'est pas supérieure à 1% du prix initial ou révisé de l'année précédente. Le prix ainsi révisé est ferme pendant l'année de réalisation de la prestation. Le titulaire informe l'EnvA un (1) mois au plus tard avant l'entrée en vigueur du prix révisé. L'EnvA acceptera la révision des prix au regard des éléments de la formule de révision fixée au contrat et fournis par le titulaire.

## 7 MODALITE DE REGLEMENT DES COMPTES

### 7.1 FACTURATION

Les factures afférentes aux marchés servent de pièces justificatives au paiement. Elles doivent respecter les règles de la comptabilité publique. Par ailleurs, les factures doivent être libellées dans des termes compréhensibles pour un non initié afin que la réalisation des prestations inscrites dans la facture puisse être vérifiée sans difficulté.

#### Modalités de transmission des factures

Les factures sous format dématérialisé sont adressées obligatoirement à l'EnvA par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <HTTPS://chorus-pro.gouv.fr>. Il est possible de transmettre les factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant les données de facturation ou encore en déposant les fichiers PDF.

**Les factures non dématérialisées seront rejetées.**

#### Présentation des factures

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Le nom, n° Siret, n° de TVA intracommunautaire et adresse du créancier ;

Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;

La date d'établissement de la facture ;

La date de la réalisation de la prestation effectuée;

Le montant hors T.V.A. de la prestation réalisée, éventuellement ajusté ou révisé;

Le taux et le montant de la TVA ;

Le montant total TTC de la prestation réalisée ;

Le Numéro d'engagement juridique ;

Le code service ; soit Chuv-AC ou Biopôle

Le numéro du marché soit F702024.

#### Périodicité

Les factures sont émises mensuellement.

### Adresse de facturation

Les factures sont adressées impérativement de manière dématérialisée.

En cas de besoin le service facturier dépense de l'agence comptable peut être joint à l'adresse suivante : [servicefacturier@vet-alfort.fr](mailto:servicefacturier@vet-alfort.fr).

La saisie du n° d'EJ, du n° de marché s'il y a lieu et du code service qui figurent sur le bon de commande devront être obligatoirement saisis par le titulaire lors du dépôt de facture sur le portail Chorus Pro.

L'absence de ces références entraînera automatiquement l'impossibilité pour le titulaire de déposer sa facture sur le portail.

Par ailleurs, des références erronées voire fantaisistes feront l'objet d'un recyclage de la part du service facturier dépense à savoir un retour de la facture vers le titulaire.

## 7.2 MODE DE PAIEMENT

Le mode de règlement exclusif du présent marché est le virement administratif.

## 7.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le service facturier dépense de l'EnvA (. Le titulaire du marché ne peut se prévaloir d'un retard de paiement par l'EnvA imputable à un mauvais libellé de la facture.

Conformément à l'article 4 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, la suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception par la direction des Affaires Financières de la totalité de ces éléments ou d'une nouvelle facture ou d'un avoir, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

## 7.4 INTERET MORTATOIRES

En cas de dépassement du délai global de paiement par l'EnvA, le titulaire est en droit d'exiger des intérêts moratoires calculés conformément au décret du 29 mars 2013 précité.

## 8 AVANCES ET ACCOMPTES

Le titulaire peut bénéficier ou renoncer à une avance dans les cas fixés par l'article R2191-7 du code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché ne peut bénéficier d'un acompte pour la fourniture des équipements et consommables.

## 9 PENALITES

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS, en cas de non-respect des délais, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la manière suivante :

150 € par jour de retard de livraison de l'analyseur mis à disposition à compter du jour prévu par l'entreprise ;  
50 € par jour de retard de livraison d'un stock de consommables mis à disposition à compter du jour prévu par l'entreprise ;  
30 € par jour de retard dans la maintenance effectuée à compter du jour d'intervention prévu par le titulaire du lot et la personne publique.

## 10 RESILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG-FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire ne pourra avoir droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, en dérogation des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

De même, conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le marché peut être rompu sans indemnité lorsque le titulaire n'apporte pas, suite à une mise en demeure du pouvoir adjudicateur, la preuve, dans un délai de deux mois, de sa mise en conformité vis-à-vis de la réglementation en matière de travail dissimulé.

## 11 ASSURANCES

Le titulaire doit justifier, dans les 8 jours suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

## 12 LANGUE

Les stipulations contractuelles sont exprimées en français et prévalent sur tout autre document non rédigé en Français. En cas de conflit les écrits en français prévaudront. Une traduction le cas échéant en français doit être réalisée par le titulaire. L'erreur de traduction en saurait être imputée au pouvoir adjudicateur.

## 13 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire doit remettre :

Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;

Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

## 14 LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.



Tout litige résultant de l'application des clauses du présent marché sera de la compétence du tribunal administratif de Melun.

## 15 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Article du CCAP	Dérogation aux CCAG-FCS
Article 8	Article 11.2
Article 9	Article 14.1.1
Article 10	Article 42